

Manager des institutions et des affaires publiques

RNCP39879 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	128, 310
Formacode(s)	13121, 13027, 46355, 32136
Code(s) ROME	K1404, M1403, K1501, K1401
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	28/11/2024
Date d'échéance	28/11/2029

Certificateur(s)

MBA INSTITUTE · SIRET : 50388652500024

CENTRE ETUDES EUROPEEN RHONE ALPES · SIRET : 37815351400021

CENTRE D'ETUDES EUROPEEN DU SUD OUEST · SIRET : 33764282100074

CENTRE D'ETUDES EUROPEEN MEDITERRANEE · SIRET : 97855127300011

CENTRE D'ETUDES EUROPEEN OUEST · SIRET : 91487009200022

Partenaires habilités

6 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 6 à former et organiser l'évaluation.

Organisme	SIRET	Habilitation
CENTRE D'ETUDES EUROPEEN DU SUD OUEST	33764282100074	Former et organiser l'évaluation
CENTRE D'ETUDES EUROPEEN MEDITERRANEE	97855127300011	Former et organiser l'évaluation
CENTRE D'ETUDES EUROPEEN OUEST	91487009200022	Former et organiser l'évaluation
CENTRE ETUDES EUROPEEN RHONE ALPES	37815351400021	Former et organiser l'évaluation
C.F.P.J	44955733900032	Former et organiser l'évaluation
MBA INSTITUTE	50388652500024	Former et organiser l'évaluation

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Le Manager des institutions et des affaires publiques a pour rôle de réaliser l'évaluation des politiques publiques, comprenant la gestion budgétaire et financière et apporte une expertise dans le développement des territoires ou d'une entreprise en premier lieu. Il élabore ensuite, et pilote les politiques et les finances publiques. Enfin, il sera amené à gérer les ressources humaines ainsi que la communication publique, politique et institutionnelle d'une institution/administration publique voire d'une entreprise privée ayant des missions de services publics

ACTIVITÉS VISÉES

Analyse stratégique, juridique et prospective

Diagnostic terrain avec les acteurs et les partenaires

Conception du projet de politique publique ou d'affaires publiques

Conduite opérationnelle et évaluation du projet de politique publique ou d'affaires publiques
 Conduite du changement et gestion des processus de transformation
 Management du projet et recherche de financement
 Gestion des ressources humaines dans une institution publique ou parapublique
 Mise en application des principes de finances publiques locales, nationales et européennes dans un projet de politique publique
 Gestion des marchés publics
 Conception, mise en œuvre et évaluation d'une stratégie de communication au sein d'une institution publique ou d'une entreprise
 Gestion de la communication en temps de crise
 Développement et exécution d'une stratégie de lobbying et d'influence

COMPÉTENCES ATTESTÉES

En vue d'identifier les besoins en données qualitatives et quantitatives, mettre en place un système de veille stratégique, juridique et prospective en choisissant les outils numériques de collecte de données adaptés (incluant l'IA)

Analyser les données collectées en choisissant une méthode d'analyse de données adaptée pour évaluer les besoins et les opportunités d'un territoire, les attentes des usagers/citoyens et les potentiels manques et lacunes d'un dispositif public en place

Synthétiser les informations en les structurant et présentant les résultats de manière exploitable afin d'éclairer la décision ou les orientations d'un projet de politique ou d'affaires publiques comprenant les aspects sociétaux, économiques, et environnementaux

Effectuer un diagnostic terrain précis à partir de l'analyse stratégique, juridique et prospective approfondie de la situation actuelle, intégrant d'une part, les différents facteurs susceptibles d'influencer le projet et d'autre part, les enjeux sociétaux et environnementaux

Cartographier les acteurs et parties prenantes (institutionnels et non-institutionnels) en identifiant leur rôle et leurs intérêts dans le projet en tenant compte du fonctionnement institutionnel local, national et européen en vue de les mobiliser

Elaborer une étude d'impacts adaptée par la mobilisation des outils idoines, comme des analyses coûts/bénéfices, des éléments de comparaisons ou des analyses du cycle de vie permettant d'anticiper les effets attendus d'en faciliter le suivi et l'évaluation

En vue de concevoir un projet de politique publique ou d'affaires publiques, définir les objectifs stratégiques à partir de l'identification des moyens humains et matériels nécessaires et des principaux jalons (échancier) en vue de consolider un tableau de bord pour l'atteinte des objectifs

Déterminer de manière claire chacune des étapes nécessaires à la mise en œuvre du projet en s'assurant de la faisabilité et de la cohérence des actions proposées

A partir de la cartographie des acteurs et des partenaires, identifier les adhérences entre acteurs et leurs responsabilités pour favoriser leurs synergies, leur complémentarité et leur efficacité

Identifier les leviers de démocratie participative actionnables et leurs modalités de mise en œuvre à partir des différents outils de participation du public, notamment dans le domaine environnemental, pour s'assurer de l'adhésion des usagers et des citoyens au projet de politique publique dans un souci d'éthique

En vue d'assurer une conduite opérationnelle du projet efficace, constituer une équipe projet en définissant clairement les rôles et les responsabilités de chaque membre et tenant compte d'éventuelles situations de handicap

Activer les dispositifs et outils d'alerte de go/no go par l'élaboration de tableaux de bord adaptés au pilotage et au reporting lié à l'avancement du projet

Intégrer des mécanismes d'évaluation du projet par l'utilisation d'outils de suivi, de contrôle et des techniques d'évaluation ; par la définition d'indicateurs de performance y compris dans l'atteinte d'objectifs à portées sociétales, économiques et environnementales ; et d'efficacité en vue de mesurer les progrès et d'ajuster les actions en cours

Appliquer les techniques de la conduite du changement adaptés aux spécificités du projet de politique ou d'affaires publiques au travers d'un plan de transformation priorisant les axes et les étapes pour assurer la visibilité, l'acceptation et la diffusion du changement

Concevoir des stratégies de mobilisation efficaces pour favoriser l'adhésion, l'engagement et la participation active des parties prenantes impliquées dans le projet de politique publique

Assurer le management transverse des projets en collaborant et négociant avec des acteurs de niveaux et horizons différents, qu'ils soient issus de la sphère publique ou de la sphère privée

Mobiliser des financements locaux, nationaux et européens en tenant compte du cadre juridique et financier des différents partenaires et des dynamiques économiques européennes pouvant influencer le projet et, selon les cas, convaincre les élus de la ligne budgétaire à tenir

Appliquer les principales règles de gestion des ressources humaines dans le secteur public afin de pouvoir les mettre en œuvre dans des contextes adaptés et construire des tableaux de bord RH pour suivre les effectifs et les principales opérations de gestion

Mettre en place un processus de recrutement performant par l'application des grands principes et des règles de recrutement dans le secteur public, en rédigeant des fiches de postes précises et explicites définissant les objectifs, rôles et responsabilités de chaque poste

Accompagner la montée en compétences des agents publics en anticipant les besoins en compétences et en formation (dont la formation aux enjeux de la RSE) par la mobilisation des différentes techniques de gestion prévisionnelles des emplois et des compétences et l'élaboration de plans de formations tenant compte de toute éventuelle situation de handicap

Elaborer un processus budgétaire en appliquant les grands principes et règles des finances publiques sur le plan national ou local

Mettre en œuvre et contrôler le budget établi en exploitant les documents budgétaires et financiers

En vue de passer ou répondre à des marchés publics, mettre en application les procédures de commandes publiques en Assurant une veille en matière de règles applicables aux marchés publics ; Mobilisant de manière pertinente les procédures de passation et de réponse aux marchés publics ; Rédigeant les documents juridiques adéquats ; Analysant et sélectionnant les offres en fonction de critères objectifs

Assurer le suivi et le contrôle des marchés publics en maniant les techniques de suivi et d'évaluation des marchés publics pour garantir leur conformité et leur efficacité

Rédiger un plan de communication interne et externe à partir des objectifs définis (dont les objectifs de développement durable), des besoins de l'organisation et des cibles, des messages clés, des canaux de communication (dont réseaux sociaux, plateformes numériques et IA) et du calendrier de mise en œuvre

Evaluer l'efficacité de la stratégie de communication en mesurant l'impact du plan par des études et indicateurs des retombées et l'élaboration de retour d'expérience ou d'enquêtes d'opinion pour corriger le plan de communication

En vue d'assurer une gestion efficace de la communication en temps de crise, utiliser les outils de communication appropriés en vue d'organiser, de rédiger et diffuser les informations adaptées vers les acteurs cibles en interne et le public externe

Construire un plan de communication en temps de crise à partir du traitement de l'information issu de l'analyse du contexte médiatique, des tendances d'opinion et des risques éventuels encourus par l'organisation et leurs représentants, de manière à limiter toute atteinte à la réputation

Elaborer des stratégies de lobbying et d'influence en réalisant la cartographie des parties prenantes et en tenant compte des dynamiques politiques et institutionnelles au niveau national et de l'Union européenne

Définir le plan d'actions pour influencer les décisions publiques en faveur de l'organisation en utilisant les différents outils et techniques de lobbying et d'influence

Gestion des relations entre les représentants d'intérêts et les responsables publics en appliquant les principes éthique et les réglementations en vigueur

Blocs de compétences

RNCP39879BC01 — Concevoir un projet de politique publique ou d'affaires publiques

LISTE DE COMPÉTENCES

En vue d'identifier les besoins en données qualitatives et quantitatives, mettre en place un système de veille stratégique, juridique et prospective en choisissant les outils numériques de collecte de données adaptés (incluant l'IA)

Analyser les données collectées en choisissant une méthode d'analyse de données adaptée pour évaluer les besoins et les opportunités d'un territoire, les attentes des usagers/citoyens et les potentiels manques et lacunes d'un dispositif public en place

Synthétiser les informations en les structurant et présentant les résultats de manière exploitable afin d'éclairer la décision ou les orientations d'un projet de politique ou d'affaires publiques comprenant les aspects sociétaux, économiques, et environnementaux

Effectuer un diagnostic terrain précis à partir de l'analyse stratégique, juridique et prospective approfondie de la

situation actuelle, intégrant d'une part, les différents facteurs susceptibles d'influencer le projet et d'autre part, les enjeux sociétaux et environnementaux

Cartographier les acteurs et parties prenantes (institutionnels et non-institutionnels) en identifiant leur rôle et leurs intérêts dans le projet en tenant compte du fonctionnement institutionnel local, national et européen en vue de les mobiliser

Elaborer une étude d'impacts adaptée par la mobilisation des outils idoines, comme des analyses coûts/bénéfices, des éléments de comparaisons ou des analyses du cycle de vie permettant d'anticiper les effets attendus d'en faciliter le suivi et l'évaluation

En vue de concevoir un projet de politique publique ou d'affaires publiques, définir les objectifs stratégiques à partir de l'identification des moyens humains et matériels nécessaires et des principaux jalons (échancier) en vue de consolider un tableau de bord pour l'atteinte des objectifs

Déterminer de manière claire chacune des étapes nécessaires à la mise en œuvre du projet en s'assurant de la faisabilité et de la cohérence des actions proposées

A partir de la cartographie des acteurs et des partenaires, identifier les adhérences entre acteurs et leurs responsabilités pour favoriser leurs synergies, leur complémentarité et leur efficacité

Identifier les leviers de démocratie participative actionnables et leurs modalités de mise en œuvre à partir des différents outils de participation du public, notamment dans le domaine environnemental, pour s'assurer de l'adhésion des usagers et des citoyens au projet de politique publique dans un souci d'éthique

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas individuelle

RNCP39879BC02 — Piloter et évaluer un projet de politique ou d'affaires publiques

LISTE DE COMPÉTENCES

En vue d'assurer une conduite opérationnelle du projet efficace, constituer une équipe projet en définissant clairement les rôles et les responsabilités de chaque membre et tenant compte d'éventuelles situations de handicap

Activer les dispositifs et outils d'alerte de go/no go par l'élaboration de tableaux de bord adaptés au pilotage et au reporting lié à l'avancement du projet

Intégrer des mécanismes d'évaluation du projet par l'utilisation d'outils de suivi, de contrôle et des techniques d'évaluation ; par la définition d'indicateurs de performance y compris dans l'atteinte d'objectifs à portées sociétales, économiques et environnementales ; et d'efficacité en vue de mesurer les progrès et d'ajuster les actions en cours

Appliquer les techniques de la conduite du changement adaptés aux spécificités du projet de politique ou d'affaires publiques au travers d'un plan de transformation priorisant les axes et les étapes pour assurer la visibilité, l'acceptation et la diffusion du changement

Concevoir des stratégies de mobilisation efficaces pour favoriser l'adhésion, l'engagement et la participation active des parties prenantes impliquées dans le projet de politique publique

Assurer le management transverse des projets en collaborant et négociant avec des acteurs de niveaux et horizons différents, qu'ils soient issus de la sphère publique ou de la sphère privée

Mobiliser des financements locaux, nationaux et européens en tenant compte du cadre juridique et financier des différents partenaires et des dynamiques économiques européennes pouvant influencer le projet et, selon les cas, convaincre les élus de la ligne budgétaire à tenir

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas individuelle

RNCP39879BC03 — Manager une équipe en institution publique

LISTE DE COMPÉTENCES

Appliquer les principales règles de gestion des ressources humaines dans le secteur public afin de pouvoir les mettre en œuvre dans des contextes adaptés et construire des tableaux de bord RH pour suivre les effectifs et les principales opérations de gestion

Mettre en place un processus de recrutement performant par l'application des grands principes et des règles de recrutement dans le secteur public, en rédigeant des fiches de postes précises et explicites définissant les objectifs, rôles et responsabilités de chaque poste

Accompagner la montée en compétences des agents publics en anticipant les besoins en compétences et en formation (dont la formation aux enjeux de la RSE) par la mobilisation des différentes techniques de gestion prévisionnelles des emplois et des compétences et l'élaboration de plans de formations tenant compte de toute

éventuelle situation de handicap

Elaborer un processus budgétaire en appliquant les grands principes et règles des finances publiques sur le plan national ou local

Mettre en œuvre et contrôler le budget établi en exploitant les documents budgétaires et financiers

En vue de passer ou répondre à des marchés publics, mettre en application les procédures de commandes publiques en assurant une veille en matière de règles applicables aux marchés publics en obtenant de manière pertinente les procédures de passation et de réponse aux marchés publics en rédigeant les documents juridiques adéquats, en analysant et sélectionnant les offres en fonction de critères objectifs

Assurer le suivi et le contrôle des marchés publics en maniant les techniques de suivi et d'évaluation des marchés publics pour garantir leur conformité et leur efficacité

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mise en situation professionnelle

RNCP39879BC04 — Piloter la communication publique et les affaires publiques

LISTE DE COMPÉTENCES

Rédiger un plan de communication interne et externe à partir des objectifs définis (dont les objectifs de développement durable), des besoins de l'organisation et des cibles, des messages clés, des canaux de communication (dont réseaux sociaux, plateformes numériques et IA) et du calendrier de mise en œuvre

Évaluer l'efficacité de la stratégie de communication en mesurant l'impact du plan par des études et indicateurs des retombées et l'élaboration de retour d'expérience ou d'enquêtes d'opinion pour corriger le plan de communication

En vue d'assurer une gestion efficace de la communication en temps de crise, utiliser les outils de communication appropriés en vue d'organiser, de rédiger et diffuser les informations adaptées vers les acteurs cibles en interne et le public externe

Construire un plan de communication en temps de crise à partir du traitement de l'information issu de l'analyse du contexte médiatique, des tendances d'opinion et des risques éventuels encourus par l'organisation et leurs représentants, de manière à limiter toute atteinte à la réputation

Elaborer des stratégies de lobbying et d'influence en réalisant la cartographie des parties prenantes et en tenant compte des dynamiques politiques et institutionnelles au niveau national et de l'Union européenne

Définir le plan d'actions pour influencer les décisions publiques en faveur de l'organisation en utilisant les différents outils et techniques de lobbying et d'influence

Gestion des relations entre les représentants d'intérêts et les responsables publics en appliquant les principes éthique et les réglementations en vigueur

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mise en situation professionnelle

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Il exerce sein d'une institution publique ou d'entreprises de tailles diverses, publiques ou privées, opérant dans un cadre de coopération avec les institutions ou pour des missions de délégation de service public. Il pourra également exercer en tant qu'indépendant, notamment dans des cabinets de conseil dédiés aux affaires publiques à destination d'entreprises privées ou d'institutions publiques dans le cadre de développement de projets publics.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Au sein des institutions de l'administration publique et des établissements administratifs marchands et non-marchand :

Chargé de commande publique

Chargé de mission prospective et renseignement

Chargé de mission de développement économique

Chargé de mission affaires et projets européens

Chargé de mission programmes européens

Chargé de projet et développement territorial

Chargé/Chef de projet en politique publique

Collaborateur de cabinet/parlementaire

Attaché/Assistant parlementaire

Fonctionnaire de l'administration publique française, européenne
 Analyste
 Au sein des entreprises privées et du secteur privé de conseil :
 Chargé de mission affaires publiques (nationales/européennes)
 Chargé des affaires publiques
 Responsable Affaires publiques et communication (lobbyiste)
 Chargé de la communication institutionnelle
 Chargé des relations institutionnelles
 Chargé des relations institutionnelles
 Consultant en affaires publiques
 Consultant en communication publique et politique
 Consultant en politiques publiques
 Lobbyiste

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

L'accès aux postes au sein des institutions de l'administration publique se fait principalement par le biais de concours administratifs, ce qui garantit l'égalité des chances et la transparence dans le recrutement. Toutefois, des voies contractuelles et des recrutements directs sont également possibles, notamment pour des missions spécifiques ou des postes de courte durée.

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 718 €
Familles professionnelles (FAP)	L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques · tension 4/5 (Élevée) L5X93 — Chargés d'études socio-économiques · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	2 271
Jugés difficiles à recruter	36 %
Emplois saisonniers	2 %
Familles professionnelles (FAP)	L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques L5X93 — Chargés d'études socio-économiques

Voies d'accès

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Dans le cadre de la formation initiale, pour une entrée en 1ère année du parcours, le candidat doit être titulaire d'un niveau 6 ou équivalent (type Licence) dans un des domaines suivants :

Des sciences politiques, des relations internationales ou d'administration publique ;

D'affaires publiques ;

Du droit international ;

Du droit public ;

De l'économie ;

De géopolitique ou d'histoire.

Pour accéder au dispositif de la certification en admission parallèle directement en 2ème année du parcours de

formation, le candidat doit être titulaire d'un niveau 6 ou équivalent dans les domaines d'enseignement en lien avec les sciences politiques, l'administration publique, les affaires publiques ou le droit.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Le jury est composé de 6 membres dont 3 professionnels externes du secteur

COMPOSITION DU JURY — VAE

Président du jury (professionnel externe, directeur ou chef d'entreprise du secteur) ;

1 professionnel externe du secteur ;

1 membre de l'organisme de formation.

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	8 148 €
Selon la branche	6 500 € – 8 975 €
Prise en charge	Branches concernées
8 148 €	Valeur par défaut · 203 branches
8 975 €	CPNE FP Branche des magasins du Bricolage, CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil, CPNE des Télécoms
7 900 €	CNPE des sociétés financières, CPNE Banque
8 900 €	CPNEF branche retraite complémentaire et prévoyance
8 396 €	CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie
7 500 €	CPNE des industries de santé (CPNEIS)
7 000 €	CPNEFP de la métallurgie
6 500 €	CPNEF inter-secteurs papier carton

Base légale

Date de décision	28/11/2024
Durée de l'enregistrement	5 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	28/11/2029
Date de dernière délivrance possible	28/11/2033

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2023	215	0	80 %	—
2020	18	0	75 %	70 %

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS
RNCP36306

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/39879/>

Se former en apprentissage

Formations en apprentissage	1
Organismes gestionnaires (CFA)	1
Organismes formateurs	1
Régions couvertes	1
Départements couverts	1
Organismes certifiés Qualiopi	1
Sessions	de 09/2025 à 08/2027

Catalogue des formations en apprentissage — réseau des Carif-Oref. Sans frais pour l'alternant : formation financée par l'OPCO de la branche (NPEC).